

**LE RÔLE DE L'INTERACTION ENTRE LES INSTITUTIONS
FORMELLES ET INFORMELLES DANS LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE**

**THE ROLE OF INTERACTION BETWEEN FORMAL AND
INFORMAL INSTITUTIONS IN ECONOMIC GROWTH IN AFRICA**

Sarra BEN SALAH

Docteur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Sfax, Tunisie

bensalah.2010@gmail.com

Mohamed Tlili HAMDI

Professeur à l'Institut Supérieur d'Administration des Affaires Sfax, Tunisie

mtlili2001@yahoo.fr

Résumé

Notre travail consiste à étudier le rôle de l'interaction des institutions formelles et celles informelles dans la croissance économique pour 16 pays africains durant la période 2000-2014. Alors, on procédant à une évaluation économétrique, en appliquant le modèle logit, et on construisant deux indices composés pour mesurer les institutions formelles et l'autre pour mesurer celles informelles, les résultats prouvent que ces deux institutions sont « en concurrence » dont les institutions formelles sont inadéquates et ne sont pas performantes dans cette région.

Mots clés : institutions formelles, institutions informelles, interaction, croissance économique, Afrique.

Abstract

This paper studies the role of the interaction between formal and informal institutions in economic growth of 16 African countries during the period 2000-2014. So, we proceed to elaborate an econometric evaluation, applying the logit model. In fact, we constructed two composite indices; one to measure formal institutions and another to measure informal ones. Our results prove that these two types of institutions are “in competing”, and formal institutions are inadequate and inefficient.

Keywords: formal institutions, informal institution, interaction, economic growth, Africa.

Introduction

L'institution prend plusieurs formes, elle peut être formelle qui est énoncée de façon déterminée et claire, qui est à sa tour subdivisée entre institutions économiques, politiques et légales. Comme elle peut être informelle. Elle est alors ambiguë, non claire et s'ordonne d'une manière spontanée et dont déterminent les attitudes et les croyances fondamentales d'une société.

En observant la relation mutuelle entre les institutions formelles et informelles, Helmke et Levitsky (2003) ont suggéré une typologie des institutions informelles qui est fondée sur l'interaction entre ces deux institutions, dont nous pouvons distinguer :

- Les institutions informelles « complémentaires » : Elles sont étroitement liées avec celles formelles existantes et soutiennent le fonctionnement et les fonctionnalités de ces dernières. Ces institutions peuvent être utilisées de façon pragmatique pour combler les lacunes qui sont produites par les institutions formelles, etc.
- Les institutions informelles « en accommodation » : ces institutions créent des incitations à adopter des comportements qui modifient les effets de fond des règles formelles. Ces institutions sont, souvent, créés par des acteurs qui détestent les résultats générés par les règles formelles, mais sont incapables de modifier ou de violer expressément ces règles, etc.
- Les informelles « en concurrence » : sont souvent trouvées dans des contextes post-coloniaux, où les institutions formelles ont été imposées sur les règles indigènes et sur les structures d'autorité.

- Les institutions informelles « substitutives » : remplacent les institutions formelles existantes lorsque les deux types d'institutions tirent dans la même direction, mais les institutions formelles ne sont pas appliquées.

Par ailleurs, plusieurs travaux ont étudié le lien entre les institutions et la croissance mais peu d'entre eux ont traité le rôle des institutions informelles. Ceci est dû à la difficulté au niveau de leurs mesures.

Donc, nous allons étudier l'interaction entre les institutions formelles avec celles informelles. Dans la première partie, nous analyserons théoriquement l'effet de l'interaction, alors que dans la deuxième partie, nous examinerons empiriquement l'impact de cet effet sur la croissance dans les pays africains.

I. ANALYSE THÉORIQUE

1.1. L'interaction entre les deux institutions

Dans cette partie, nous étudierons l'effet de l'interaction, entre les institutions formelles et celles informelles, qui peuvent être substituables ou bien complémentaires.

1.1.1. Les institutions substituables

Selon Williamson et Mathers (2010), dans une étude pourtant sur 141 pays durant la période 1970-2004, les institutions formelles sont substituables à celles informelles.

Méon et Sekkat (2014) ont cité dans leur article que selon Coleman (1988), Putnam (1993) et Woolcock et Narayan (2000), le degré de confiance disponible dans une société est important pour le développement économique et politique car il facilite l'action collective, et se substitue aux systèmes formels d'application et de surveillance. Donc, ils sont substituables.

Selon Cooter (1994), les normes sont importantes parce qu'elles se substituent à la loi dans les économies complexes, étant donné que tous les aspects de l'interaction entre les personnes ne peuvent être régis par une loi écrite.

Knack et Keefer (1997) et Zak et Knack (2001) utilisent cet argument afin de prouver que la confiance devrait affecter les investissements, mais ils ne vont pas jusqu'à considérer que la confiance et les règles formelles devraient interagir. De même, Guiso et al. (2004) ont adopté le même raisonnement aux transactions financières.

En outre, Ahlerup et al. (2009) proposent une décision d'investissement lorsque les prêteurs doivent s'appuyer soit sur la fiabilité des emprunteurs, soit sur la propension des tribunaux à faire respecter les contrats de dette pour récupérer leur argent. La fiabilité est modélisée comme un avantage non monétaire pour les emprunteurs de rembourser leur dette. Dans ce cadre, une confiance sociale accrue rendra possible les contrats d'investissement, si la probabilité que l'application des contrats par les tribunaux soit faible, car elle offre aux prêteurs une garantie informelle (qu'ils seront remboursés). Dans ce cas, l'augmentation de la confiance sociale augmentera les investissements. À l'inverse, si la probabilité que les tribunaux appliquent les contrats est élevée, alors les prêteurs signent des contrats d'investissement indépendamment du niveau de confiance sociale. Donc, la confiance et l'exécution formelle des contrats par les tribunaux sont considérées comme des substituts. Plus précisément, l'impact marginal de la confiance est plus faible si l'application formelle des contrats est plus probable et vice versa. Ahlerup et al. (2009) estiment les régressions de croissance et témoignent d'une interaction positive entre la confiance et la qualité du gouvernement, mesurée par la corruption et l'ordre public, dans la détermination de la croissance. Ils rapportent également des preuves d'un effet similaire sur l'investissement dans les régressions à l'échelle unique d'un pays à l'autre.

Dearmon et Grier (2011) parviennent à une conclusion similaire en remarquant que, dans des environnements de confiance, la nécessité de contrats très précis est réduite, ainsi que la probabilité de litige. En conséquence, une confiance accrue devrait entraîner des gains d'efficacité, donc plus d'investissement. Dearmon et Grier (2011) constatent que les réformes institutionnelles menant à moins de corruption et plus d'ordre public sont moins efficaces pour promouvoir l'investissement dans des pays à haut niveau de confiance.

La littérature rapporte de nombreux exemples où les institutions formelles et la confiance, ou le capital social agissent comme substituts au niveau microéconomique. Par exemple, Bigsten et al. (2000) ont observé au Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Zambie et au Zimbabwe, que les relations à long terme entre les entreprises de fabrication ont été utilisées pour faire face à la non-exécution du contrat. Ils ont également observé que les entreprises étaient plus actives en ce qui concerne les tribunaux et les avocats dans les pays où les institutions juridiques étaient plus efficaces, conformément à la notion selon laquelle les institutions informelles remplacent les institutions formelles faibles. De la même manière, les relations bilatérales ont été utilisées pour compenser les systèmes juridiques faibles dans les pays postcommunistes d'Europe de l'Est, selon Johnson et al. (2002). En utilisant des mesures

de capital social qui englobent la confiance, Guiso et al. (2004) constatent qu'en Italie, les ménages issus de régions à fort capital social ont un meilleur accès au crédit formalisé. De plus, Guiso et al. (2004) constatent que l'impact marginal du capital social est plus élevé dans les régions où l'application légale est plus faible, ce qui implique que l'application de la loi et le capital social sont des substituts.

Steer et Sen (2010) observent que les entrepreneurs vietnamiens sont forcés de recourir à des mécanismes informels car il n'existe pas de système juridique efficace.

À l'aide d'un sondage auprès des entreprises formelles et informelles dans l'industrie du vêtement en Bolivie, Annen (2013) constate que les entreprises informelles remplacent le capital social par l'accessibilité et la sécurité d'exploitation dans le secteur formel, atteignant ainsi des ventes similaires.

Méon et Sekkat (2014) ont montré que la confiance sociale et la qualité des institutions juridiques formelles ont un impact positif sur l'accumulation du capital, mais montrent également qu'elles sont des substituts.

1.1.2. Les institutions sont complémentaires

Pour Plateau (2000), les institutions informelles complètent celles formelles. Vitor (2012), soutient que les institutions formelles et celles informelles ne sont pas nécessairement un substitut parfait mais elles se complètent.

La confiance et les déterminants formels de l'investissement peuvent être des compléments parce que la confiance est une composante de la morale généralisée, selon Tabellini (2008). De même, Arrow (1972) a souligné que la confiance reflète non seulement la probabilité moyenne que les gens respectent les contrats informels, mais aussi la manière dont les ressortissants d'un pays obéissent aux lois et règlements formels de leur pays. Algan et Cahuc (2009) utilisent également la confiance comme mesure de la vertu civique.

Dixit (2009) fait ressortir la complémentarité des règles formelles et informelles. Il remarque que deux conditions doivent être remplies pour qu'une loi soit efficace. Tout d'abord, les citoyens doivent s'attendre à ce que le gouvernement réussisse à faire respecter cette loi. Deuxièmement, les citoyens doivent s'attendre à ce que d'autres s'y conforment. Les deux conditions sont liées à la vertu et à la confiance civique.

Le premier point est une réaffirmation de l'argument de Knack et Keefer (1997) selon lequel les fonctionnaires des sociétés ayant une confiance supérieure, sont perçus comme plus

dignes de confiance. Le deuxième point est une implication directe de la fiabilité. Un argument théorique alternatif est fourni par Bjørnskov (2011). Il a établi un modèle formel où un fonctionnaire considère s'il doit percevoir un pot-de-vin pour accorder une licence. Accepter le pot-de-vin augmente le revenu du fonctionnaire, mais implique un coût moral fixe et une probabilité positive de se faire prendre. Pour déterminer le pot-de-vin minimum qu'il acceptera, le fonctionnaire pèse le coût moral de prendre un pot-de-vin contre son bénéfice attendu, ce qui augmente avec la probabilité de ne pas être pris au piège. Le pot-de-vin minimum est alors une fonction croissante du rapport entre le coût moral de l'utilisation d'un pot-de-vin et la probabilité de ne pas être pris au piège. D'une part, les fonctionnaires vertueux, qui font face à un coût moral plus important, ne peuvent être subornés qu'avec un gros pot-de-vin. D'autre part, la taille du pot-de-vin peut diminuer lorsque la probabilité de se faire attraper, diminue.

Le résultat du modèle est que la propension à prendre un pot-de-vin est une fonction à la fois d'une institution formelle, de la probabilité de se faire attraper lors de la corruption et d'une institution informelle, de la morale, qui concerne directement la confiance. Plus précisément, augmenter le coût moral d'un pot-de-vin augmente l'impact marginal de l'augmentation de la probabilité d'attraper des fonctionnaires corrompus, car elle diminue le bénéfice du pot-de-vin par rapport au coût moral de la prise. Le modèle suggère donc que la confiance et les institutions formelles peuvent être des compléments.

En outre, selon Méon et Sekkat (2014), l'argument ci-dessus implique que si un règlement formel conçu pour promouvoir l'investissement est mis en œuvre, il peut avoir un effet plus important dans une société à forte confiance. À l'inverse, l'impact positif de la confiance sur les investissements devrait être plus important si les règlements formels sont favorables aux investissements, car les citoyens respecteront des règles favorables à l'investissement par opposition aux règles contraires. En conséquence, la confiance et les règlements formels seront des compléments.

Ils ont montré que la seule preuve directe d'une interaction positive entre la confiance et la régulation formelle est fournie par Bjørnskov (2011), qui observe que la qualité juridique et la confiance sont des compléments pour réduire la corruption. La preuve indirecte est donnée par des études montrant que l'impact des lois formelles dépend de facteurs informels affectant le comportement des tribunaux. Johnson et al. (2002) ont utilisé un sondage auprès des entreprises d'Europe de l'Est à la fin des années 1990 et ont observé une relation positive

significative entre la croyance de leurs gestionnaires dans la fiabilité des tribunaux et leur propension à réinvestir les bénéfices.

Laeven et Woodruff (2007) ont étudié l'impact de la protection juridique sur la taille des entreprises au Mexique. Ils ont observé que le même système juridique a conduit à une plus grande taille de l'entreprise dans les provinces avec des tribunaux plus efficaces. Dans une autre étude, Safavian et Sharma (2007) ont confirmé que les droits des créanciers et les tribunaux efficaces sont considérés comme des compléments.

Plus généralement, Dawson (2013) rapporte les différences observées dans la règle de droit entre deux pays autrement similaires, la Jamaïque et la Barbade, aux différences de légitimité étatiques acquises à l'indépendance. En d'autres termes, une culture politique informelle, enracinée dans l'histoire, semble être un complément au cadre juridique formel. Conformément aux preuves microéconomiques, Williamson (2009) rapporte des preuves macroéconomiques d'une interaction positive entre les institutions formelles et informelles dans les régressions où la variable dépendante est la production par habitant.

II. ANALYSE EMPIRIQUE

A ce niveau, nous allons étudier empiriquement, l'interaction entre les institutions formelles et informelles dans la croissance économique dans 16 pays africains (Burkina Faso, Algérie, Égypte, Ethiopie, Ghana, Maroc, Mali, Rwanda, Tunisie, Tanzanie, Ouganda, l'Afrique de Sud, Zambie, Zimbabwe, Nigéria, Libye) durant la période 2000-2014 en examinant l'effet conjoint ainsi que l'effet marginal. Notre modèle inspiré de l'étude de Méon et Sekkat (2014), prend la forme suivante :

$$PIB_{i,t}^* = \beta_0 + \beta_1'' Form_{i,t} + \beta_2'' InForm_{i,t} + \beta_3'' Form_{i,t} * InForm_{i,t} + \beta_4'' Trade_{i,t} + \beta_5'' CH_{i,t} + \beta_6'' Gov_{i,t} + \varepsilon_{i,t}''$$

Avec :

- **PIB**: le taux de croissance du PIB par habitant
- **Form*Infm** : est le terme d'interaction entre les institutions formelles et celles informelles, dont **Form** est l'indice des institutions formelles pour Kuncic (2013) (calculé à partir de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) de trois sous indices (institutions politiques, institutions économiques et institutions légales)) et **Infm** est l'indice des institutions informelles pour Tabellini (2008) (calculé à partir de l'ACP de quatre indices (confiance, respect, contrôle et l'obéissance)).

Si β_3 est positif : les institutions formelles et celles informelles sont complémentaires ;

Si β_3 est négatif : les institutions formelles et celles informelles sont substituables.

- $\varepsilon_{i,t}$: le terme d'erreur.

- **Trade, CH et Gov** : sont les variables de contrôle, dont **Trade** est le taux d'ouverture exprimé en % du PIB; **CH** est le capital humain qui est exprimé par le pourcentage des inscriptions à l'école primaire et **Gov** et la consommation du gouvernement qui est exprimé par les dépenses de la consommation finale des administrations publiques en % du PIB. Ces données sont collectées auprès de la banque mondiale.

2.1. L'effet conjoint

Les résultats du modèle cité au-dessus sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Résultat des estimations : Logit à effet fixe

Variables	Coefficients	P-value
Form	1.01559***	0.006
Inform	-0.6447*	0.094
Form*InForm	-0.5762***	0.000
Trade	-0.02002	0.27
CH	0.06548*	0.07
Gov	0.26517	0.519
Constante	-0.15718	0.123
Chi-deux	24.73	
p-value	0.0033	
R2	33.3%	
LL	-176.211	

Avec $Pib_{i,t}^*$ est la tolérance du Pib qui prend 1 si le pays réalise un niveau au-dessus de la médiane et 0 sinon.

$\varepsilon_{i,t}$ (0, $\sigma\mu_{i,t}$) et ou la variable réduite $\mu_{i,t}/\sigma\mu_{i,t}$ suit une loi de la fonction de répartition $f(x)$, c'est-à-dire identiquement indépendants et identiquement distribués.

Cette relation que nous avons souhaité vérifier revient logiquement à l'hypothèse relative à l'influence que peut avoir l'interaction entre les institutions formelles et celles informelles sur le taux de croissance économique. Le test de régression logistique à effet fixe fournit, à ce propos un effet à la fois négatif et significatif. Toutefois, le taux de croissance subit une baisse de 5 points en pourcentage suite à une hausse de 1% au niveau de l'interaction entre les deux formes des institutions avec une probabilité d'erreur de 1%.

De même, les résultats de cette estimation prouvent que les institutions formelles sont liées positivement à la croissance et celles informelles sont liées négativement à la croissance, cependant, les coefficients sont modifiés en introduisant le terme d'interaction. Les deux coefficients ont augmenté, mais les institutions formelles ont le coefficient le plus puissant par rapport aux institutions informelles, tout comme leurs interactions à cause de la médiocrité des institutions informelles, comme cité dans le chapitre précédent.

Nous pouvons déduire, à travers ces résultats, que les deux institutions (formelles et informelles) sont considérées soit comme « substituables » soit comme « en concurrence », puisque le coefficient est négatif (-0.5762). En effet, ces résultats, selon la typologie des institutions informelles (Helmke et Levitsky (2004) pp.728), prouvent que ces deux institutions sont « en concurrence » tel cité par El Morchid (2015) et que ces dernières sont caractérisées par des institutions formelles non efficaces et non appropriées. Concernant ces institutions, les objectifs poursuivis par les acteurs sont à contre sens des résultats. Par conséquent, les institutions informelles favorisent l'agression des règles formelles car elles ordonnent le comportement d'une manière qui contredit les règles formelles. Ainsi, chaque acteur va agresser les règles formelles construites par les autres. Nous en déduisons que, le favoritisme, le clientélisme, jouent un rôle important dans ce genre d'institutions informelles. Ce qui conforme à notre situation.

Dans ce sens, El Morchid (2015), soutient que : « *Les institutions informelles « en concurrence » est une caractéristique majeure du contexte postcolonial en Afrique, là où la transplantation des institutions formelles importées n'a pas réussi en raison de leur incompatibilité avec l'environnement socioculturel. La situation des Droits de la femme en*

Afrique offre un bon exemple de fonctionnement de ce type d'institutions. En effet, pour la majorité des pays africains, les Lois garantissant l'égalité Hommes-Femmes existent et sont publiées dans le bulletin (ou journal) officiel. Mais en réalité, la pratique est tout autre. La femme africaine continue de subir toute sorte de discrimination dans une société où certaines règles informelles ne reconnaissent pas encore l'égalité de Genre »¹.

Les variables de contrôle ne sont pas significatives sauf le capital humain qui est positif et statistiquement significatif.

2.2. L'effet marginal

Désormais, nous étudierons l'effet marginal de l'interaction entre les institutions formelles avec celles informelles. Selon Karaca-Mandic et al. (2012), le modèle peut se résumer comme suit :

$$E(y|x_1, x_2) = F(\beta_0 + \beta_1 x_1 + \beta_2 x_2 + \beta_{12}(x_1 \times x_2))$$

$$\text{Soit } v = \beta_0 + \beta_1 x_1 + \beta_2 x_2 + \beta_{12}(x_1 \times x_2),$$

L'effet marginal de x_1 sur la valeur conditionnelle attendue de y est comme suit:

$$\frac{\partial E(y|x_1, x_2)}{\partial x_1} = \frac{dF}{dv} \frac{dv}{dx_1} = \frac{dF}{dv} (\beta_1 + \beta_{12} x_2)$$

Si x_1 est une variable continue.

Quant aux effets marginaux de chaque indicateur mesurant les variables institutionnelles, les élasticités β_i du modèle sont déterminées par la formule suivante :

$$\frac{\partial P}{\partial x_i} = \beta_i * Pr(1 - Pr)$$

Une démarche classique consiste à l'obtention de la fonction de vraisemblance marginale et à sa maximisation, moyennant des techniques d'intégration numériques.

Dans une étude empirique relativement poussée et pour justifier la substituabilité des deux variables institutionnelles formelle et informelle pour les 16 économies africaines durant la période 2000-2014, nous avons recouru à un modèle logistique à effet marginal. Les coefficients obtenus grâce aux trois modèles sous forme d'effets marginaux, sont plus

¹El Morchid [2015] p.20.

facilement interprétables et comparables. Dans très nombreuses études, l'estimation du modèle logit à effet marginal améliore les résultats empiriques du modèle à effet conjoint.

Toujours est-il que dans ce modèle, les résultats obtenus en utilisant le modèle LM décrit l'effet de la modification unitaire (Min-Moyenne-Max) d'une variable sur la probabilité du taux de la croissance économique.

Le résultat relatif au test de substituabilité entre les institutions formelles et les institutions informelles montre un lien à la fois négatif et significatif ($\beta = -0.9917$, $p < 0.004$). Ce résultat s'explique par le fait que les pays africains où les institutions formelles sont relativement développées et où les institutions informelles sont relativement faibles, sont plus susceptibles d'avoir un taux de croissance économique élevé que les pays africains où les institutions formelles sont faibles et les institutions informelles sont relativement développées. Ahlerup et al. (2009) admettent que l'impact marginal de la confiance est plus faible si l'application formelle des contrats est plus probable et vice versa.

A l'autre extrémité, l'hypothèse relative à l'effet de l'interaction entre les deux institutions et le taux de croissance économique n'est pas vérifiée pour l'effet marginal à fonction Moyenne. Le test indique que la probabilité de rejeter l'hypothèse de substituabilité entre les deux variables est de 93%. Par contre les résultats des estimations confirment la substituabilité entre ces deux variables au seuil de significativité de 10% pour une fonction marginale Min.

En effet, le taux de croissance économique ex habite une tendance de 57 points suite à une augmentation de 1% de l'interaction entre les deux institutions au seuil de 10%. En conséquence, l'hypothèse de substituabilité est vérifiée partiellement.

Tableau 2 : Résultats du modèle logit à effet marginal

	Marginal 1		Marginal 2		Marginal 3	
Variables	Coef	P-value	Coef	P-value	Coef	P-value
Trade	-0.02002 (-1.1)	0.27	-0.0193* (-1.86)	0.071	0.032* (1.86)	0.071
CH	0.0654*** (2.09)	0.001	-0.063 (-0.11)	0.909	1.147 (-0.11)	0.909
Gov	0.265 (0.65)	0.519	0.284* (1.96)	0.075	0.3625 (0.56)	0.575
Constante	-0.1571 (-1.54)	0.123	-0.1687 (-1.45)	0.146	-0.1687 (-1.45)	0.146
Min_Form	0.2015*** (2.30)	0.0000				
Min_Inform	-0.6447 (-1.67)	0.122				
Min_Form*InForm	0.576* (1.74)	0.089				
Mean_Form			1.265*** (2.48)	0.000		
Mean_Inform			-0.10356 (-0.2)	0.84		
Mean_Form*InForm			-0.9917 (-0.09)	0.93		

Max_Form					0.1475* (1.71)	0.081
Max_Inform					-0.10356*** (-2.4)	0.000
Max_Form*InForm					-0.9917*** (-2.09)	0.004
Chi-deux	54.73	39.43	42.15			
(p-value)	(0.0000)	(0.0000)	(0.0000)			
LL	-176.211	-176.5077	-216.1472			
AIC	206.417	354.326	189.327			
BIC	211.328	322.147	190.258			

(***) Coefficient significatif au seuil de 1%; (**) Coefficient significatif au seuil de 5%; (*) Coefficient significatif au seuil de 10%.

Conclusion

Nous pouvons conclure que les résultats de l'interaction des institutions formelles avec celles informelles prouvent que ces deux institutions sont « en concurrence » selon la typologie des institutions informelles (Helmke et Levitsky, 2004 : 728) dont les institutions formelles sont inadéquates et non performantes.

Par ailleurs, une étude de l'OCDE (2012) sur « les perspectives du développement mondial », a prouvé que d'un côté les institutions informelles peuvent augmenter la protection sociale et la répartition des risques, mais de l'autre côté, elles peuvent être considérées comme contreproductives. Si la solidarité à l'égard des autres membres de la société émane d'une exigence sociale mais pas d'un choix libre, elle change brièvement à une «taxe de réussite». Ainsi, selon Plateau (2000), les institutions informelles de « partage » peuvent, à cause de l'absence de l'exigence de réciprocité, affaiblir la promotion de l'investissement et engendrer des comportements opportunistes.

Donc, l'un des freins au développement des pays africains, réside dans la faiblesse, de l'inadéquation et de l'inefficience des institutions formelles. Il peut s'expliquer aussi par l'incohérence des deux institutions (formelles et informelles), puisqu'elles ne fonctionnent pas

mutuellement telle que prouvé par les résultats qui justifient qu'elles ne sont pas complémentaires, et qu'elles sont « en concurrence ». Elles doivent être bien corrélées, performantes et adéquates. Tel cité par Terray (1987), qui a analysé les institutions informelles en Afrique, a prouvé la puissance des règles non écrites ainsi que leurs dominations dans la construction des options et des préférences.

De ce fait, il faut prendre en considération les règles informelles, car le changement des règles formelles seulement peuvent créer des coûts élevés. Ces deux institutions doivent être harmonisées et en cohérence afin de mieux améliorer le cadre institutionnel en Afrique et doivent être régies mutuellement afin de mieux récupérer la faiblesse et l'inefficience de chaque institution.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahlerup, P., Olsson, O. et Yanagizawa, D. (2009). Social capital vs institutions in the growth process. *European Journal of Political Economy*, 25(1), 1-14.
- Annen, K. (2013). Social capital as a substitute for formality: evidence from Bolivia. *European Journal of Political Economy*, 31, 82-92.
- Ben salah, S. Le rôle des institutions dans la croissance économique en Afrique, thèse de doctorat en sciences économiques, université de Sfax, Tunis, 2017-2018.
- Bigsten, A., Collier, P., Dercon, S., Fafchamps, M.G., Bernard, G., Jan, W. et al. (2000). Contract flexibility and dispute resolution in African manufacturing. *Journal of Development Studies*, 36(4), 1-37.
- Coleman James, S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, 94, 95-120.
- Cooter, R. (1994). Separate Spheres and Public Places: Reflections on the History of Science Popularization and Science in Popular Culture, *Hist. Sci.*, xxxii (1994).
- Dearmon, J. et Grier, R. (2011). Trust and the accumulation of physical and human capital. *European Journal of Political Economy*, 27(3), 507-519.
- El Morchid, B. (2015). Pour une meilleure intégration des institutions informelles dans les stratégies de développement en Afrique : une approche néo-institutionnelle. CODESERIA, Dakar, Sénégal, 8-12 juin 2015.
- Guiso, L., Sapienza, P., et Zingales, L. (2004). The role of social capital in financial development. *American Economic Review*, 94(3), 526-556.
- Helmke, G. et Levitsky, S. (2003). Informal institutions and comparative politics: a research agenda. Working Paper 307 – September 2003, The Helen Kellogg Institute for International Studies.
- Johnson, S., Mcmillan, J. et Woodruff, C. (2002). Courts and relational contracts. *Journal of Law, Economics, and Organization*, 18(1), 221-277.
- Karaca-Mandic, P. (2012). Interaction Terms in Nonlinear Models. Ph.D., Assistant Professor, Edward C Norton, Ph.D., et Bryan Dowd, *Health Serv Res*, 47, 255-274.
- Knack, S. et Keefer, P. (1997). Does Social Capital Have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation. *The Quarterly Journal of Economics*, 112(4), 1251-1288.
- Kuncic, A. (2013). "Institutional quality database", <http://sites.google.com/site/aljazzkuncic/>
- Méon, P.G. et Sekkat, K. (2014). The formal and informal institutional framework of capital accumulation. *Journal of Comparative Economics*, xxx (2014) xxx-xxx.

- Platteau, J P. (2000). Allocating and Enforcing Property Rights in Land: Informal versus Formal Mechanisms in Subsaharan Africa. *Nordic Journal of Political Economy*, 26, 55-81.
- Putnam, R. D. (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton: Princeton University Press.
- Steer, L. et Sen, K. (2010). Formal and informal institutions in a transition economy: the case of Vietnam. *World Development*, 38(11), 1603-1615.
- Tabellini, G. (2008). Culture and Institutions: Economic Development in the Regions of Europe, *Journal of the European Economic Association*, in press.
- Terray, E. (dir) (1987). *L'État contemporain en Afrique*. Paris, L'Harmattan.